

# GILLES CLAVREUL

## Dans le silence de l'État

Comment l'impuissance publique  
livre la société à elle-même





Dans le silence de l'État



Gilles Clavreul

# Dans le silence de l'État

Comment l'impuissance publique  
livre la société à elle-même

L'Éditions de  
L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-1854-8  
Dépôt légal : 2021, novembre  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2021  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

## Introduction

« “Donnez-nous, dit ce peuple, un roi  
qui se remue.” »

Jean de La Fontaine,  
*Les grenouilles qui demandent un roi*

L'État provoque en France des passions peu imaginables pour un observateur étranger : qu'on l'aime ou qu'on le déteste, qu'on l'accable ou qu'on le réclame, il est peu de sujets de dispute nationale aussi prisés que lui. On ne cesse de prêter attention à son déclin, à son impuissance, à son omniprésence, à son poids ou à ses absences ; monarchique, tatillon, dépensier, inquisiteur ou procédurier, on s'en plaint et on le brocarde volontiers. Mais qu'une calamité naturelle s'annonce, qu'un retournement de l'économie se profile, ou qu'une crise surgisse, c'est vers lui que tous les regards se tournent, à lui que toutes les demandes s'adressent. La crise sanitaire vient encore de le démontrer.

On se demande toujours ce que l'État peut faire pour nous, considérant qu'il ne fait pas assez, qu'il pourrait et devrait faire plus, et surtout mieux. Ce n'est pas seulement légitime, c'est humain. Mais derrière les récriminations et les attentes, que révèle de nous-mêmes cette relation si particulière à l'État ?

L'hypothèse que ce livre se propose d'explorer est que ce qu'on appelle communément le « malaise français », et dans lequel nombre d'observateurs croient discerner un déclin national, a quelque chose à voir avec l'altération de cette relation entre la société française et l'État. En clair, si la France va mal, c'est que l'État ne va pas bien. N'est-ce pas exagérer la place de l'État dans notre société, en suggérant que notre bonheur est en quelque sorte indexé sur son état de santé ? Ne nous rend-il pas quantité de services dans bien des domaines, dont les plus précieux, si précieux qu'on les oublie, sont de nous procurer la paix et la liberté ? À tout le moins, l'examen honnête et dépassionné des prestations que l'État délivre, si on les compare avec les autres grandes nations développées, devrait conclure sur une note balancée, et convenir que l'État tient honorablement son rang.

Seulement, ne rate-t-on pas quelque chose de plus fondamental en considérant l'État seulement sous le rapport des prestations qu'il délivre ? Certes, il définit et met en œuvre des politiques publiques, qui se déclinent par grandes fonctions : sécurité, éducation, santé, protection de l'environnement, emploi, etc. Mais il joue concomitamment un rôle autrement décisif : celui d'instituer la société, c'est-à-dire de former, à partir des éléments épars qui composent le corps social, à partir de la multitude des individus pris chacun dans sa singularité, une communauté politique qui s'appelle la « nation » – soit, dans sa formulation actuelle, la République française. Et parmi la grande variété de modèles nationaux qui s'offrent à l'observation, peu sont aussi tributaires de l'intervention active de l'État comme architecte de la communauté politique et artisan du commun.



Bien sûr, la nation France n'est pas une pure création de l'État : celui-ci s'est peu à peu saisi d'un matériau composite, fait d'histoire, de géographie, de cultures, de langues, de traditions, de religions. Il n'y a d'ailleurs de création politique *ex nihilo* que dans le cas des expériences totalitaires : la France n'est pas une page blanche sur laquelle seul le pouvoir d'État se serait permis de coucher une identité, de façon unilatérale et irrévocable. Mais il a été le filtre, le catalyseur, l'intercesseur qui a permis à notre nation d'émerger comme figure historique, réalité territoriale, entité politique et aire culturelle, agrégeant peu à peu ce matériau extraordinairement riche et varié, *les* « France cousues ensemble » qu'évoquait Fernand Braudel. Que ces France, à nouveau, s'éloignent, que les coutures sautent, ce qui n'est que trop évident aujourd'hui, nous oblige à regarder du côté de ce grand assembleur qu'est l'État : notre désarticulation est d'abord la sienne.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune cause exogène au malaise français. Nous partageons d'ailleurs la plupart de nos maux avec nos homologues occidentaux, et pour cause : nul n'échappe plus aux effets de la mondialisation, économique et culturelle, ni aux conséquences du dérèglement climatique. De même, tous les pays avancés connaissent, dans des proportions variables, des défis analogues : vieillissement de la population, persistance des inégalités, déséquilibres territoriaux, insécurité, relocalisation de l'industrie et de la matière grise, et bien sûr, nous pourrions difficilement l'oublier, préservation de la santé publique. En revanche, quelle capacité de réponse et d'adaptation – ce qu'on appelle de plus en plus souvent la « résilience » de nos jours – nos sociétés offrent-elles à ces

bouleversements et à ces défis ? Et plus encore : quels sont leurs ressorts pour y faire face ? C'est au regard de cette interrogation que le problème de l'État révèle son indépassable centralité dans le cas français. Non seulement le niveau d'attentes placées en l'État pour déjouer les crises et éclairer l'avenir offre peu d'équivalents de par le monde ; mais il lui revient en plus le privilège redoutable d'être comptable de notre identité collective. Lorsque l'État échoue, le risque n'est pas seulement que la France perde, mais qu'elle se disloque. L'observateur étranger qui demeure médusé devant notre propension à passer de l'exultation cocardière à la prostration, de l'arrogance à l'autoflagellation, a pour excuse de son incompréhension de ne pas vivre dans un pays où la puissance publique joue un rôle aussi déterminant, tel un baromètre de l'humeur nationale. Quand nous pensons au « génie français », l'État n'est jamais loin : mécène et protecteur des arts, il est l'« État culturel » ; ingénieur et bâtisseur, il redessine la capitale et aménage le territoire, conçoit la politique de l'atome, assèche les marais, inaugure des viaducs et creuse des tunnels. Partout où il se déploie, il sauve : des emplois, des industries, des métiers et encore mille autres « exceptions françaises ». Mais que nous songions aux échecs, pour ne rien dire des débâcles, il n'est jamais loin non plus : des défaites militaires aux campagnes sportives qui se terminent mal, il n'est pas une déconvenue tricolore qui ne donne lieu à la mise en cause des pouvoirs publics.

Cette exception française autour de la place de l'État n'est pas seulement une bizarrerie : c'est aussi, de plus en plus visiblement, une survivance. Nous partageons avec les autres nations occidentales un long processus

historique qui voit la société s'affirmer en dehors de l'État et indépendamment de lui. Nous y échappons d'autant moins qu'en quelque sorte c'est nous qui, avec nos voisins britanniques, avons amorcé le mouvement : en donnant naissance à l'État moderne, distinct et dégagé de la société, nos vieilles nations ont dans le même temps donné à la société l'opportunité de s'affranchir de l'État. Les révolutions démocratiques de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, héritières directes des Lumières, sont aussi les descendantes plus lointaines du processus de séparation progressive entre l'État et la société civile, engagé dans les deux derniers siècles du Moyen Âge.

De cette longue histoire de séparation, désormais complètement consommée, nous est venue l'habitude de regarder la société comme première, d'en considérer les forces et les faiblesses, et ensuite seulement de discuter si le politique répond à ses besoins. De précellence de l'État, en revanche, il ne saurait plus être question : l'autonomie, cet acquis historique des sociétés libérales modernes, suppose une antériorité de l'individu et un primat de la relation sociale, le cas échéant médiatisée par le marché, sur toute mise en forme institutionnelle, laquelle ne peut être que dérivée et seconde, amendable et même révocable à tout moment par la volonté des sociétaires. Plus de « Fiat ou Faisons l'Homme », pour reprendre l'expression de Hobbes, qui vaille : c'est l'État qui procède de la société, et non plus la société de l'État.

La place désormais modeste qu'occupe l'étude de l'État dans le champ de la science politique est assez révélatrice de ce point de vue : après des siècles à noircir des bibliothèques entières de théories sur l'État, la science politique répugne de plus en plus à se saisir de l'objet étatique, lui préférant soit l'analyse des

comportements sociaux, soit l'étude des phénomènes institutionnels, ramassés désormais sous le terme générique, indéfiniment transposable, de « gouvernance », soit encore en rabattant l'étude de l'État sur la critique plus générale des phénomènes et des formes de pouvoir. Riche est en revanche le répertoire de l'analyse des politiques publiques, que ce soit sous les formes savantes des instituts publics de recherche, ou sous la forme vulgarisée des hors-séries de la presse, du classement des hôpitaux à l'état de la dette, en passant par les performances comparées des villes ou des établissements scolaires. Mais on considère alors l'État par secteurs, on serait presque tenté de dire par « petits bouts », en adoptant un point de vue technique et instrumental, comme pourvoyeur plus ou moins efficace de certaines prestations – de santé, d'éducation, de sécurité, d'emploi, etc. –, sans l'embrasser dans son entier, sans le saisir comme une totalité signifiante.

Ainsi considéré, l'État est sinon déchu, du moins – et plus prosaïquement – réduit : il ne désigne plus que l'appareil politico-administratif qui gouverne un pays, et non, à l'image du Léviathan de Hobbes, la communauté humaine dont cet appareil politico-administratif n'est que la matérialisation organique, l'une étant l'enveloppe de l'autre, ainsi que l'âme et le corps. Cette rétraction du domaine de l'État a été tantôt célébrée comme le triomphe de la démocratie libérale, allégée de la pompe de la « vieille » politique, tantôt déplorée comme le symptôme d'une perte de contrôle des peuples sur leur propre destin. Reste que l'analyse fait consensus et que le constat n'est plus guère débattu : l'État serait désormais relégué, cantonné, assigné, ce qui pousse les uns à exiger qu'il le soit encore davantage

au nom de l'autonomie et des libertés, et les autres à exiger son retour, soit au nom de la protection et de l'ordre – c'est le variant « de droite » –, soit comme opérateur de redistribution et de correction des inégalités, dans sa version « de gauche », sans compter les formules combinées.

Telle était du moins l'équation, relativement simple, d'après laquelle se distribuait tout l'espace politique selon un curseur faisant varier la proportion respective d'État et de libéralisme : on reconnaît là une grammaire typique des années 1960 à 1980, un *policy mix* applicable aussi bien en matière économique que dans le domaine régalien. L'effondrement des régimes socialistes ne devait pas être lu seulement comme la fin de l'ère des utopies, mais aussi comme une condamnation sans appel de la forme bureaucratique poussée à son paroxysme par le système soviétique : si la victoire de la démocratie libérale était acquise, elle devait donc provoquer, tout à la fois, la baisse tendancielle des passions idéologiques et l'évolution des États vers un *small government* enserré dans un corps de règles et d'institutions supranationales alors en plein essor, tout particulièrement en Europe.

Quant à la fin des idéologies et au refroidissement des violences qu'elles déchaînent, l'espoir aura été de courte durée : la polarisation des comportements politiques – faut-il d'ailleurs encore employer ce mot tant certains mouvements semblent exprimer une révolte davantage culturelle ou identitaire que réellement politique ? – connaît au contraire un rebond imprévu. De son côté, la désacralisation de l'État a poursuivi sa course entamée durant les années 1980, principalement sous la forme d'une remise en cause de l'État providence. D'abord portée par des leaders politiques conservateurs

inspirés par la théorie monétariste (Ronald Reagan, Margaret Thatcher), cette remise en cause prenait désormais, sous l'impulsion de leaders issus des rangs de la social-démocratie européenne (Michel Rocard, Lionel Jospin, Tony Blair, Gerhard Schröder), un tour certes moins polémique et moins brutal, mais tout aussi déterminé. À mesure que se vérifiait, dans toutes les démocraties européennes, une certaine convergence entre sociaux-démocrates et conservateurs libéraux, conduisant des politiques publiques et des processus de réforme de l'État de philosophies proches, de nouvelles formes de protestation se faisaient jour, redessinant à la fois les clivages politiques traditionnels et estompant, en tout cas en apparence, les oppositions de classes telles qu'elles s'étaient dressées depuis les débuts de la révolution industrielle.

De là sont nées des propositions alternatives au modèle de société libérale ouverte à État limité, souvent appelées chez nous « souverainistes ». Parmi toutes ses variantes, ce sont les formules les plus radicales qui ont connu le plus d'audience : celles qu'on identifie, aux États-Unis avec Trump, en Hongrie avec Orbán ou en France avec Marine Le Pen, à une droite populiste entretenant des rapports complexes et parfois confus avec le libéralisme, qu'il soit politique ou économique, alternant posture libertaire et aspiration à l'ordre, éloge de la libre entreprise et défense du protectionnisme. Plus on se décale vers la droite du spectre politique et plus ces propositions défendent la Nation plutôt que l'État, voire la Nation (ou le Peuple) *contre* l'État.

Critiqué soit parce qu'il entrave trop, soit au contraire parce qu'il ne protège pas assez, attaqué tour à tour et parfois simultanément sur le chapitre des libertés individuelles comme sur celui de l'efficacité, l'État n'a

plus tellement bonne presse ; en tout cas, il ne jouit plus d'aucun prestige particulier parmi les pourvoyeurs d'identité collective et de bien commun – églises, partis, syndicats, ONG, voire entreprises ou médias.

Et pourtant... Pourtant, font remarquer non sans quelques arguments ceux qui trouvent l'État encore trop envahissant, la puissance publique pèse, et lourdement. Elle absorbe plus de la moitié de la richesse nationale, et même si l'État seul ne consomme qu'une part minoritaire de cette ponction, c'est en définitive lui qui ordonne toutes les dépenses publiques quand bien même celles-ci sont liquidées par d'autres – collectivités locales, organismes de sécurité sociale et associations subventionnées. Ainsi leur paraît-il saugrenu de parler d'« effacement » de l'État quand on compte 5,5 millions de fonctionnaires, 55 % de dépenses publiques et 120 % de dette. Ce n'est pas faux. Mais ce n'est pas tout : que trouve-t-on à l'origine de l'État moderne, au moment où il se constitue, vers la fin du Moyen Âge, ici en Europe occidentale ? Un principe tout neuf, propre à dégager bientôt des *ordini nuovi* : l'intérêt public. Un intérêt qui ne se confond donc ni avec celui du Prince, ni avec ceux de tel ou tel groupe particulier, et que nul ne peut ni aliéner ni prescrire – pas même le prince. Cet intérêt public donne naissance à l'idée de chose publique, de *res publica*, dans un cadre politico-juridique qui, tout en s'inspirant largement du droit romain, ne doit rien au modèle impérial, et dont il est même l'exact opposé : l'État-nation. Pour en arriver là, il aura fallu une accumulation de pensées et d'actions, la mise en place d'un cadre conceptuel singulier – la séparation du politique et de la société, rendant possible l'idée de représentation – et la mise en forme d'un appareil d'État exerçant sa souveraineté sur un

territoire déterminé – « territoire » que les auteurs du *Digeste*, ce corpus de règles de droit civil rassemblées à l'initiative de l'empereur Justinien et qui devait exercer une influence considérable sur la pensée juridique médiévale, rapprochaient étymologiquement, sans être dupes de la supercherie, de « terreur » : territoire, le lieu où le pouvoir se fait craindre.

Eh bien, cette forme politique, l'État-nation, persiste. Cela devrait être un sujet d'étonnement, tant son principe fondateur, l'intérêt public, semble démentir l'air du temps individualiste, contractualiste, moraliste et subjectiviste. Il persiste non seulement comme ensemble institutionnel, c'est-à-dire comme appareil politico-administratif agissant selon des règles juridiques hiérarchisées, mais il persiste aussi comme idée commune : l'État n'est pas à proprement parler notre identité collective – ce serait d'ailleurs réducteur et triste – mais il la rend possible. Il en est l'*opérateur*.

Et de fait, vaille que vaille, il opère encore. Dissipée, l'aura de majesté qui flotte au-dessus du souverain depuis les profondeurs de notre histoire ? Mais alors, pourquoi s'en prend-on encore si vivement à lui ? Pourquoi des défilés devant les ministères et les préfectures, et pas devant la Bourse et les sièges sociaux ? Pourquoi s'acharner à en attendre – ou en craindre – quelque chose, de cet État hors d'état ? Le recours à la pompe présidentielle, qui suscite l'ironie à l'étranger sur notre goût supposé incorrigible pour le faste monarchique, n'est-il qu'une coquetterie intempestive, ou bien remplit-il encore – plus difficilement et plus mal qu'avant, sans doute – une fonction, et dans ce cas, laquelle ?

Livrons une hypothèse : l'État n'est pas mort, il s'est tu. Ou plutôt, il se rétracte, il se réduit au silence,



comme un acteur soudain peu sûr de son texte, face à un public fébrile dont il ne parvient plus à interpréter la rumeur. L'acteur est silencieux, mais la scène (*skéné*, l'ombre en arrière-plan du lieu où se déroule l'action), elle, est toujours en place. Mieux : le mécanisme qui l'a institué, et qui a institué la société en retour, est toujours opérant. Il est seulement, pourrait-on dire, devenu insaisissable, comme si sa mécanique s'était soudain grippée, ou bien que nous en eussions perdu le mode d'emploi. Les protagonistes du jeu politique le sentent bien, d'ailleurs, qui se donnent du mal pour redonner vie à la pièce. Prise ainsi, la question de l'affaiblissement du politique n'est pas réductible aux progrès de la mondialisation : celle-ci joue tout au plus le rôle d'un accélérateur, mais elle n'est pas à l'origine d'un processus qui affecte, d'abord, le propre du politique. Il en va de l'expérience moderne qui, plaçant la société en face d'elle-même, fait du politique ce que Claude Lefort a appelé un « lieu vide ». De quoi ce vide est-il rempli ? Par qui et comment ? Ce sont des questions auxquelles l'État a longtemps porté réponse, qu'on s'en satisfasse ou non. Dans ces conditions, comment s'étonner que son silence nous plonge dans l'anxiété ?

Ce livre se propose d'explorer plus avant cette hypothèse : dans notre pays, qui plus que tout autre procède historiquement de l'État, le désarroi collectif est pour une large part le fruit de son retrait progressif, comparable à celui d'un acteur dont la silhouette s'efface de la scène. Le nouveau mythe d'une société entièrement autonome, délivrée de la contrainte physique autant que de la narration première qui la légitime, est plus angoissant à vivre pour nous Français que pour tout autre peuple, sauf peut-être pour celles des catégories

de la population qui peuvent aisément se projeter dans le nouveau paradigme, c'est-à-dire les élites. On est tenté d'y voir un accident étrange de l'Histoire récente tant il est vrai que c'est parmi ces mêmes élites, celles de l'épée et bien plus encore de la robe, qu'on trouvait les plus patients et obstinés instigateurs de l'État, des légistes du Moyen Âge jusqu'aux hauts fonctionnaires des Trente Glorieuses. Formant et se pensant comme une contre-élite sur laquelle le pouvoir royal s'est appuyé pour contenir les ambitions et la vanité des Grands, ces serviteurs du Prince ont peu à peu dégagé un propre du politique, distinct des ordres religieux, séparé de la société, artisans à demi-conscients de leur œuvre grandiose : l'accouchement de la nation France. Par quel processus, depuis un demi-siècle environ, ces mêmes élites politico-administratives ont-elles peu à peu épousé le nouveau paradigme, d'abord pour acquiescer aux limites de l'État, puis pour remettre en cause ses prérogatives, sous la forme et le prétexte subtils d'une « réforme » devenue à elle-même son propre but ?

Pour y répondre, je m'attacherai d'abord à étudier ce par quoi l'État moderne s'est historiquement façonné, en me limitant volontairement, face à l'ampleur du sujet, aux traits les plus essentiels, en tout cas ceux qui fournissent le rétroéclairage le plus utile sur l'affaiblissement de l'État à l'époque contemporaine (livre 1). J'examinerai ensuite (livre 2) comment l'État s'est condamné lui-même à l'impuissance, sous l'action des élites politico-administratives qui l'ont dirigé. Animées par l'ambition sincère de réformer l'État pour le rendre plus tonique et plus efficace, ces élites étaient dans le même temps travaillées par la révolution libérale des esprits, ou plutôt par l'entrée du libéralisme dans une nouvelle étape de son déploiement historique, marquée

par la privatisation du registre symbolique, celui des causes premières et des finalités dernières qui, célébrée comme une conquête décisive de la liberté, a isolé le politique de son socle normatif originaire, le rabaissant à une fonction d'intendance optimisable.

Cette dissociation n'a pas eu l'effet escompté. En revanche, elle a simultanément frustré et démuni un corps social privé de références et de nourritures symboliques, en particulier au sein des classes populaires – celles qui ne pouvaient jouir des attraits, nombreux, du « Nouveau Monde<sup>1</sup> » –, engendrant un prévisible et implacable désir de retour à l'ordre ; et elle a libéré des forces spirituelles qui n'étaient qu'anesthésiées, et qui à peine sorties de leur hibernation se sont engouffrées dans la brèche identitaire, devenue une béance. Le livre 3 est une immersion dans les eaux sombres de la société civile contre l'État.

La dernière partie de l'ouvrage revient sur les tentatives de redressement du politique entreprises depuis vingt ans, et tente de discerner ce qui, dans ces tentatives largement infructueuses, donne quand même de l'espoir pour la suite, et qui tient en un simple constat : contre toute attente, l'État *persiste*. Il persiste à travers ses institutions, à travers son legs juridique historique, et peut-être plus encore à travers ses agents, dépositaires d'un certain état d'esprit. Il persiste enfin à travers un pouvoir symbolique dont les citoyens, qui en restent foncièrement demandeurs, sont loin de l'avoir dépossédé.

Quatre remarques en guise d'avertissement paraissent nécessaires avant d'entrer dans le vif du sujet. La

---

1. Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, vol. IV, *Le Nouveau Monde*, Gallimard, 2017.

première est la plus importante : ce livre n'est pas étatiste, moins encore « jacobin », comme il est dit par une habitude impropre. Ceux qui attendent du serviteur de l'État que je fus et qu'à ma manière je demeure un plaidoyer *pro domo* seront déçus. À la différence de la Nation, du Peuple ou de la démocratie, l'État est peut-être de tous les objets politiques le seul qui ne dispense par lui-même aucune émotion. Ses figures incarnatives peuvent susciter de l'admiration ou de la haine, ses grandes réalisations – conquêtes, infrastructures, monuments, institutions – impressionner ou émouvoir ; l'État, quant à lui, est aussi froid qu'une idée pure. Son avènement, dans sa forme et son acception modernes, répond à un enjeu bien précis : comment civiliser une société divisée tout en garantissant aux sociétaires la liberté ? Si « amour de l'État » il peut y avoir, c'est – et seulement – dans la mesure où il y parvient, non comme agent d'une grandeur hypothétique dans sa substance et ambivalente quant à ses fins.

La deuxième remarque découle de la première : le « but de toute association politique » étant, comme l'affirme d'entrée la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la conservation des « droits naturels et imprescriptibles de l'homme », au premier rang desquels la liberté, celle-ci est le but et l'ordre politique, les institutions, et donc l'État lui-même, ne sont que le moyen de l'atteindre. Dit autrement, entre État et liberté, il n'y a pas à choisir, ni à faire bouger un curseur imaginaire : c'est de l'État, un État démocratique fondé sur le droit naturel des individus, qu'il faut faire dépendre la liberté politique et les libertés individuelles. À partir d'une matrice anthropologique qui leur est entièrement commune, c'est sur ce point que les philosophies républicaine et libérale tracent

Le paradigme de la régulation, ou l'État dans la ligne de mire du droit.....	117
Le démantèlement de l'État territorial.....	126
<b>3. L'État muet, ou le renoncement à l'autorité.....</b>	<b>135</b>
L'État instituteur du peuple .....	140

### LIVRE 3

#### **La société contre l'État : prospérité et paradoxes d'une colère**

<b>1. L'avènement de l'identitarisme.....</b>	<b>153</b>
Crise sociale ou crise « culturelle » ?.....	153
Transatlantiques .....	159
Une antipolitique sur fond de déclin du politique ...	163
<b>2. Insécurité populaire et néopopulisme.....</b>	<b>171</b>
Controverses sur la réalité du phénomène : le cas des fractures territoriales.....	173
Insécurités.....	178
Renouveaux populistes : prospérité et limites .....	186
<b>3. Désirs d'ordre et moment puritain .....</b>	<b>195</b>
Ambiguïtés de la demande – et de l'offre – d'ordre...	196
Le moment puritain et l'imaginaire révolutionnaire...	206
<b>4. Le brouillage du jeu représentatif.....</b>	<b>215</b>
Le leurre de la « coconstruction » .....	217
Le fétichisme de la transparence .....	223

### LIVRE 4

#### **Les voies incertaines du ressaisissement**

<b>1. L'échec inéluctable des tentatives de relégitimation...</b>	<b>235</b>
21 avril 2002 : un trauma insurmonté .....	237

Le grand écart sarkozyste : de la gallicanisation du rêve américain à l'identité nationale sous administration préfectorale.....	243
François Hollande et le réenchantement normal.....	253
Emmanuel Macron, ou comment être Bonaparte et « en même temps » Constant .....	260
<b>2. Centralité de la question laïque .....</b>	<b>271</b>
1989 : la proposition islamiste et le grand retour de la question théologico-politique.....	273
Le moment <i>Charlie</i> .....	286
Dissolution de l'union laïque .....	293
<b>3. Les voies de la reconstruction.....</b>	<b>303</b>
<b>Conclusion. De la liberté dans l'État .....</b>	<b>315</b>
<b>Remerciements .....</b>	<b>321</b>